

Réorganisation du mouvement national algérien (1946-1954)

Les premières élections législatives pour élire la première constituante après la fin de la deuxième guerre mondiale qui a lieu le 21 octobre 1945 a porté au parlement les premiers députés musulmans de l'histoire. La victoire est partagée entre les élus assimilationnistes et les communistes. Les élus saisirent cette occasion pour présenter un projet de « citoyenneté dans le statut à tous les Musulmans, suppression du gouvernement général, et administration départementale et communale identique à celle de la France. » Ce projet est rejeté par l'assemblée. Cependant, celui de l'amnistie des événements du 08 mai 1945 défendu par les parlementaires algériens est adopté en mars 1946.

I -La réapparition des partis nationalistes

1-L'UDMA

Après sa libération de prison le 16 mars 1946, Ferhat Abbas crée l'UDMA (Union Démocratique pour le Manifeste) un mois après en compagnie de Boumendjel, Saadane, Francis, Sator... Il prône la défense des idées du Manifeste du peuple algérien. Tirant les leçons du passé, il décida de se séparer du PPA. *« Ni assimilation, ni séparatisme écrit Ferhat Abbas à l'époque. Un peuple jeune, faisant son éducation démocratique et sociale, réalisant son équipement industriel et scientifique, poursuivant son renouvellement intellectuel et moral, associé à une grande nation libérale ; une jeune démocratie naissante guidée par la grande démocratie française ; telle est l'image et l'expression la plus nette de notre mouvement de rénovation algérienne »*. Il participe à l'élection de la 2^e assemblée constituante et rafle la majorité des sièges. Les députés de l'UDMA saisirent cette tribune pour revendiquer leur programme. Saadane arrive difficilement à se faire entendre lorsqu'il *« prétend ne plus savoir ce qu'il était »*. C'est à Ferhat Abbas qui est revenu le rôle d'explicitier les propositions de l'UDMA sur l'avenir de l'Algérie. Il revendique une *« République autonome avec un gouvernement propre, des couleurs nationales, d'une citoyenneté algérienne, d'un parlement élu au suffrage universel détenant le pouvoir législatif.. »* En fin de compte, la 2^e assemblée constituante refusa de débattre sur le statut de l'Algérie et rappela que l'Algérie est formée de trois départements français.

Le 1^{er} congrès de l'UDMA se tient en octobre 1946. C'est l'heure du bilan. Abbas est fier d'avoir contribué à la libération de Messali Hadj. Le programme est tracé. L'heure est à l'union avec le MTLD. Une délégation de l'UDMA rencontra Messali à Paris pour présenter des listes communes lors des élections législatives de novembre 1946. Les discussions butent sur le programme. Ni Messali, ni les délégués de l'UDMA ne font la moindre concession. L'UDMA a finalement décidé de sursoir à sa participation à cette élection. Cependant, elle participa aux élections du conseil de la République (24 novembre et 8 décembre 1946) et gagna quatre sièges sur sept.

Le débat sur le statut de l'Algérie est l'occasion pour l'UDMA pour présenter son projet qui prône la thèse fédéraliste. Fidèle à sa tradition, l'UDMA participa à toutes élections (élections municipales d'octobre 1947, élections à l'assemblée algérienne d'avril 1948...) mais ne fait pas le poids devant la montée en puissance du MTLD.

2 – Le MTLD

Messali est libéré le 11 août 1946 et s'installa à Paris avant d'atterrir à Alger en octobre. La ville d'Alger lui est interdite ainsi que les grandes villes, il s'installa à Bouzaréa. N'ayant

pas le temps pour rénover son parti, il convoqua le comité central du PPA pour débattre sur la question des élections législatives. Armé par les conseils de Azam Pasha qu'il lui demanda de privilégier l'action légale, il convainquit les membres du comité central de la nécessité de participer aux élections législatives de novembre 1946. Son parti déposa des listes au nom du « Triomphe des libertés démocratiques ». Ses candidats ne ratèrent pas cette occasion pour rappeler les grandes lignes du programme de leur parti. L'administration ne lésina pas sur les moyens pour freiner l'élan du courant indépendantiste. Elle encouragea les candidatures administratives. Les listes de Sétif et d'Oran étaient rejetées sous différentes causes. L'absence de L'UDMA lui permit d'avoir cinq députés. Ceux –ci activèrent à l'intérieur et à l'extérieur de l'Assemblée pour diffuser les idées du mouvement indépendantiste. Lors du débat sur le statut de l'Algérie entamé en août 1947, ils firent le procès du colonialisme. Pour eux, personne n'a le droit de déterminer le sort de l'Algérie si ce n'est une « Constituante algérienne souveraine » élue par un collège unique et au suffrage universel.

Pour préparer le premier congrès du MTLD, la direction organisa en décembre 1946 une conférence des cadres, l'occasion pour certains délégués de dénoncer la ligne électoraliste du Messali. Le congrès s'est tenu, dans deux places différentes, à Bouzaréa dans une ferme et à Belcourt dans une usine privée. Durant trois jours, les participants au nombre de 55 selon Omar Oussedik, débâtèrent le passif et l'actif du PPA. Les débats étaient chauds sur la question de l'ordre et du contre-ordre insurrectionnel de mai 1945 et sur la participation aux élections. Les décisions du congrès se résument par cette formule de Kaddache « *action politique, dans la clandestine comme dans la légalité, et préparation militaire* ». Les délégués ont décidé de maintenir l'existence clandestine du PPA, d'utiliser le sigle MTLD pour toute action légale et pour la participation aux élections et de créer enfin l'OS, organisation paramilitaire destinée à préparer la guerre de libération. Les responsables de ces trois tendances étaient désignés : Bouda pour le PPA, Mezerna pour le MTLD et Belouzdad pour l'OS. Pour désigner le comité central, une commission composée de Messali, Mezerna, Lamine Debaghine, Ahmed Bouda, Hocine Lahoual et Ahmed Merzerna est mise en place. Quelques années après le congrès, Messali fit un constat sévère sur son déroulement : « *...Ce congrès, ...s'est déroulé dans une atmosphère de méfiance et de règlements de comptes. Aucun des problèmes et des événements écoulés n'a été sérieusement étudié. Ce fut plutôt des intrigues, des luttes de clans et la course au pouvoir. Sortir de la clandestinité pour entreprendre la lutte sur le plan légal nécessitait une analyse extrêmement sérieuse, franche et loyale, car les moyens de lutte et les méthodes d'action ne sont plus les mêmes. Mais ce Congrès s'est occupé de tout autre chose ; ce fut une scène de grande démagogie ; fanfaronnades, de gauchisme stupide où l'étude objective d'un plan d'action conforme à la période de lutte que nous venions de commencer par notre participation aux élections, n'avait pas sa place.* » Il est clair selon Harbi que « *Le caractère équivoque des décisions du Congrès et la rivalité Messali-Debaghine annonçaient les orages futurs* ».

De 1947 à 1952, le PPA – MTLD a vécu différentes crises politiques. Mohammed Lamine est sorti grand vainqueur du congrès de 1947. Ses partisans arrivèrent en force au comité central. Député à l'Assemblée, il est naturellement considéré comme le deuxième homme du parti après Messali. Or, en moins de trois ans, il multiplia les erreurs au point de perdre de son poids avant d'être poussé à la démission. Ce « leader sans projet » selon la formule de Harbi a dressé contre lui en moins de trois ans la quasi-majorité du bureau politique. On lui a reproché le travail solitaire, le non-respect des directives du parti, le manque d'énergie lors des débats parlementaires. Isolé, abandonné par ses proches amis, il démissionna du PPA-MTLD en 1949.

Le parti est secoué en 1949 par une crise dite berbère. À l'origine, un groupe de jeunes originaire de la Kabylie et membre du MTLD décidèrent de soulever au sein de leur

mouvement la question de la langue et la culture berbère. Cette mission est confiée à un jeune étudiant en droit en l'occurrence Rachid Ali Yahya qui, une fois élu à la tête de la fédération de France du parti, vota lui et ses amis une motion rappelant les trois composantes identitaires de l'Algérie : Amazighité, Arabité et Islamité. Messali créa au complot colonialiste et dépêcha en France des militants pour récupérer le siège du parti. Il finit par gagner cette bataille en excluant des instances du parti des militants taxés du berbérisme.

En décembre 1948, le PPA-MTLD a tenu une réunion du comité central à Zeddine (Ain Defla) pour trancher sur des questions importantes. Ait Ahmed, en sa qualité de l'OS présenta un rapport détaillé sur le fonctionnement du parti et la nécessité du passage à la lutte armée dans des délais très brefs. Écartant l'idée d'une zone franche ou d'un soulèvement général comme celui de 1871 ou le « terrorisme généralisé », il opta pour « *une guerre de partisans menée par les avant-gardes militairement organisées, des masses populaires elles-mêmes politiquement mobilisées et solidement encadrées* ». Ce rapport est adopté à la majorité absolue. Messali a accepté par conséquent de donner la priorité à la voie révolutionnaire.

Pour asseoir son autorité sur la masse et diffuser son programme à l'adresse de l'opinion publique, la direction du parti développa une propagande intense par le biais de sa propre presse (La Nation algérienne, journal mensuel en langue française créée en 1949, El Maghreb al Arabi, hebdomadaire en langue arabe lancé en 1947) ou dans des journaux indépendants (El Manar). Sur un autre plan, la direction favorisa la création des organismes satellites qui pouvaient l'aider dans ses activités ou se contenta de noyauter celles qui existaient déjà. Citons par exemple les scouts musulmans algériens dont la naissance revient aux années trente, l'Association des Étudiants musulmans nord-africains et les associations sportives et culturelles.

3 – Le PCA

Les communistes algériens participèrent aux élections législatives de la première constituante du 21 octobre 1945. Au sein de cette assemblée, ils veillèrent pour l'adoption du texte sur l'amnistie sur les événements de mai 1945, s'opposèrent à l'assimilation et revendiquèrent la parité entre musulmans et européens. Une année après, le PCA à l'élection de la deuxième constituante (02 juin 1946) a subi une défaite devant l'UDMA. Cherchant à se rapprocher des nationalistes, les communistes publièrent un manifeste en juillet 1946 qui contient des idées novatrices. L'objectif pour eux c'est « *la création immédiate d'une Assemblée et d'un gouvernement gérant toutes les affaires algériennes et la suppression du gouverneur général et de son administration coloniale désuète. Il n'y aurait plus qu'un représentant de la république française pour les questions intéressant les relations extérieures et les questions militaires...l'assemblée élue au suffrage universel comprendrait à titre transitoire un nombre égal de représentants musulmans et européens, et désignerait librement son gouvernement...* »

À part la parenthèse de 1951 au cours de laquelle tous les partis nationalistes se sont entendus pour la création d'un front contre l'administration en l'occurrence le «Front Algérien pour la défense et le respect de la liberté (FADRL), toutes les tentatives des communistes pour se rapprocher du MTLD et de l'UDMA ont échoué. Ces derniers n'oublièrent pas la position des communistes lors du massacre du mai 1945 et aussi leur appui à « la politique de l'Union française » et « leur adhésion sans conditions à la politique étrangère de l'URSS ».

4 – Les Oulémas

Cette association à caractère culturelle a continué son programme de réforme de la société algérienne par le biais notamment de l'école. Sur le plan politique, son président El Bachir El Ibrahimy se rapproche de son ami Ferhat Abbas au détriment de Messali Hadj. Des moments de tensions avaient marqué les rapports entre le MTLD et les Oulémas. En 1952, El Ibrahimy s'installa en Égypte et céda la présidence du mouvement à Larbi Tebessa. Une crise politique sans gravité secoua ensuite cette association entre Larbi Tebessi et le cheikh Khereddine, bien qu'ancien, porte-parole d'un groupe de jeunes désirant de diriger autrement l'association.

II – Le Front Algérien pour la défense et le respect de la liberté (FADRL)

À la suite des élections législatives de juin 1951 qui a vu l'administrative intervenir pour les truquer, les partis nationalistes entamèrent des négociations pour la création d'un front commun capable de tenir face aux dérives de l'autorité en place. Le 05 août une assemblée générale constitutive a réuni 700 délégués à Alger ; ceux-ci représentent l'UDMA, le MTLD, le PCA et les Oulémas. Un comité directeur et un secrétariat permanent sont mis en place. Le programme adopté négligea la question nationale qui ne fait pas l'unanimité et insista pour combattre le truquage des élections et la répression. Le front assura des activités politiques durant quelques mois (création de comités locaux, dénonciation des saisies de l'Algérie libre, meetings communs...) mais la participation du PCA aux élections cantonales du 7 et 16 octobre 1951 contre l'avis du MTLD et de l'UDMA fragilisa ce front commun qui ne tarda pas à disparaître.

Bibliographie sélective

1-Nouchi André, *La naissance du nationalisme algérien (1914-1954) tome 2*, édition seuil, Paris, 1962.

2-Kaddache Mahfoud, *Histoire du nationalisme algérien*, Alger, SND, 1989.

3-Benjamin Stora- Zakya Souad: *Ferhat Abbas, Une autre Algérie*, édition Casbah Alger, 1995.